

ROBESPIERRE

JOURNAL DE LA RÉFORME SOCIALE.

Liberté, Egalité, Fraternité, Solidarité, Unité.

ABOLITION DE LA PEINE DE MORT.

Bureaux provisoires : rue Montesquieu, 9,

ABOLITION DE LA MISÈRE.

(EN FACE DE LA SALLE MONTESQUIEU).

Cette publication est une œuvre de dévouement à la cause du peuple. Elle est fondée dans le double but de signaler le remède à la misère sociale et de dénoncer les réacteurs qui endorment le peuple, et les charlatans ou les faux démagogues qui exploitent sa bonne foi ou flattent ses préjugés dans un but d'ambition égoïste et personnelle. *Le Robespierre* de 1848 ne faillira pas à sa mission ! Il dénoncera le mal et signalera le remède avec la persévérance indomptable et patiente qui est l'apanage de la conviction.

SOMMAIRE

Avis aux citoyens crieurs. — La Censure est abolie... — Suppression du *Journal des Sans-Culottes*. — Leçon de modération par Marat. — Fonctionnaires prévaricateurs. — Droits de l'homme et du citoyen (1793). — Transaction, avec les réacteurs. — Appel au Peuple-Souverain. — Souscription populaire. — Elections de la Magistrature républicaine. — La femme de César. — Louis Blanc et Barbès. — Marcel Deschamps aux Patriotes. — CORRESPONDANCE : Lettres d'un détenu politique et d'un garde mobile. — Le Banquet fraternel à 23 centimes.

AVIS

aux crieurs des Journaux patriotes.

CIToyENS

J'ai à vous signaler la petite conjuration des *peureux* et des *niais*. Des espions, et des *espionnes* de la police de Louis-Philippe parcourent les rues et les boulevards, et font accroire aux marchands des dépôts que *Robespierre* est proscrit, et que ceux qui vendent cette feuille sont conduits en prison sans forme de procès. Si quelque sot menace les citoyennes crieuses, qu'elles me fassent parvenir leur plainte, et je chargerai mes braves montagnards de surveiller ces persécuteurs au petit pied. Faites-moi donc une bonne et loyale persécution sur grande échelle, citoyens *réacteurs*, loin de vous craindre, je vous livre au mépris des bons citoyens.

M. R.

LA CENSURE

EST ABOLIE ET POURRA ÊTRE RÉTABLIE.

AUX CIToyENS PATRIOTES.

Je vous annonce une nouvelle édition de la CENSURE, revue, corrigée, et ingénieusement perfectionnée par voies indirectes, c'est-à-dire, hypocrites et perfides. Je ne vais pas, pour cela, jusqu'à croire, avec le naïf journal de MONSIEUR THIERS (*le Constitutionnel*), que les *jesuites* en robe courte sont *partout*, même à la police ; mais ce que personne ne contestera, c'est que tous les pouvoirs sont envahis par les *corrompus* de Louis-Philippe et leurs avant-cause. J'en ai pour preuve les persécutions lâches et détournées que la nouvelle censure fait subir aux hommes et aux choses de la presse révolutionnaire. Tantôt on fait menacer d'assassinat un brave vétéran de la démocratie, qui a eu la maladresse de s'affubler du titre de *communiste*, et ainsi on réussit à paralyser le mouvement de la colonisation *icarienne*, en forçant son chef à se cacher pour motif de sûreté personnelle ; tantôt on suspend la publication des journaux patriotes, par accident de police (1), en faisant briser une petite pièce dans la machine à imprimer, parce qu'on redoute la publication à grand nombre de leurs listes de candidats avant l'heure des élections ; une autre fois, on s'attaque à la liberté de la parole et au droit de RÉUNION

(garanti par la révolution de février), en faisant fermer *illégalement*, par ordonnance dictatoriale, les clubs ou sociétés populaires que l'on suppose impliqués dans une prétendue conspiration (1) ; enfin, on arrive au *courage de l'impudeur*, en envoyant, au nom de la réaction, le procureur de la sérénissime république *violer* outrageusement la liberté de la presse, défendre aux imprimeurs la publication d'un journal *exagéré*, sous le prétexte qu'il dit à la *réaction bourgeoise* de sévères vérités, que le *malheureux* ne sait peut-être pas exprimer dans le langage *élégant* de la *bonne compagnie* des... *corrompus*.

Cette dernière affaire, citoyens patriotes, mérite une attention particulière : il faut nous y arrêter un peu.

SAISIE DU JOURNAL DES SANS CULOTTES.

Le citoyen Constant Hilbey, un Marrat au petit pied, dont j'estime peu les doctrines, et qui cherche peu à s'instruire, a eu l'idée de publier une feuille populaire qui a pour titre le *Sans Culottes*. Je n'ai pas à me targuer de mon amour pour les citoyens pauvres, que les aristocrates ont imprudemment affublés de ce titre, après les avoir habilement exploités, jusqu'à les réduire à la misère, l'histoire de la révolution est là pour montrer les titres des citoyens *sans culottes* à la reconnaissance des démocrates de la famille de Robespierre. — J'avouerai pourtant que j'aurais mieux aimé voir le soi-disant Marat s'assimiler, par une étude laborieuse, les découvertes de la *science sociale*, qui peuvent conduire à donner des *culottes neuves* à tous les citoyens sans exception. La vraie mission des républicains socialistes est d'élever ce noble peuple-prolétaire, et non de lui rappeler, par des formules plus ou moins grossières (2), la misère dans laquelle l'ont tenu les parasites, les aristocrates et les corrompus. C'est seulement ainsi que les hommes de sens *prépareront* la fraternisation avec les autres classes, quand nous leur aurons offert assez de lumières pour se moraliser. — Quoi qu'il en soit, le citoyen Hilbey crut, je le suppose, servir la cause populaire en publiant une feuille *ultra-démocrate*, dans le but probable d'opposer une digue au torrent fangeux de la réaction. Qu'arrive-t-il alors ? Les citoyens dits *modérés*, qui ont peur d'un mot autant que de leur ombre, vite se ruent sur le parquet du procureur du roi (j'allais dire, par habitude, le procureur de la République) ; ils lui parlent, comme Louis-Philippe au geolier Bugeaud, d'avancement ou de destitution, selon qu'il sera *bon valet* ou magistrat incorruptible. Le citoyen procureur, après mûre réflexion, suppose

que la *réaction* est assez forte pour le protéger contre la grande majorité du Peuple-Souverain, et se décide à faire une *petite violation* de la liberté de la presse, au détriment de la feuille populaire. Aussitôt gendarmes et municipaux de se transporter rue Bertin-Poirée, et de cerner l'imprimerie, sous la haute direction de Monsieur le procureur du roi. On fait acheter à de *bonnes conditions* tout ce que l'on peut trouver de *Sans Culottes* dans les mains des citoyens crieurs ; on *promet* à l'imprimeur, (qui l'accepte sur parole), une bonne amende de quinze à vingt mille francs, pour *secourir la censure* républicaine, en suspendant l'impression, et le procès du *Sans-Culottes* est expédié à la *turque*. J'entends dire que les exemplaires échappés à la proscription se vendent un prix fou. Et c'est ainsi que les *niais modérés* vont contre leur but, et font la fortune d'un journal, (qu'ils croyaient tuer), en éveillant le démon de la curiosité publique.

LECON DE MODÉRATION PAR MARAT.

Citoyens, il faut aviser. On a honte pour ces pauvres bourgeois (qu'après tout nous voudrions traiter en frères), d'avoir à leur faire donner une leçon de bon sens et de modération par ce fou furieux qui s'appelle Marat. Voici ce que l'on trouve dans *l'Ami du Peuple* du 4 août 1790 :

« Quel plus affreux attentat que d'empêcher les hommes de se servir de leur raison dans les affaires publiques, celles du monde qui les intéressent le plus ! Quelle plus cruelle oppression que de leur donner votre volonté pour règle de la leur, et de les empêcher de réveiller des infortunés que vous allez faire périr ! Quelle conduite plus révoltante que de réclamer pour nous un droit dont nous prétendons les priver ! La liberté de tout dire, n'a d'ennemis que ceux qui veulent se réserver la liberté de tout faire. Oui, je ne crains pas de le dire, il n'est pas d'opinions dangereuses, point d'opinions incendiaires, tant qu'elle sont libres. Ces mots vagues et insignifiants qui laissent à chacun la faculté d'en faire une application arbitraire ont été inventés par les agents du despotisme, comme le plus sûr moyen de proscrire à ce titre tout ce qui s'opposerait à leurs desseins. Comment les entend-on répéter sous l'empire de la liberté ? Sans doute ce sont de simples opinions qui ont fait si souvent le malheur du monde ; mais ces opinions n'auraient eu aucune influence redoutable s'il avait été permis de les combattre. Quand il est permis de tout dire, la vérité parle toujours et son triomphe est assuré. Ici le remède résulte du mal même ; or, si la liberté enfante les opinions insensées, elle enfante aussi la vérité qui les étouffe : l'erreur ne règne que parce qu'il n'est pas permis de mettre la vérité aux prises avec elle. »

Il n'y a pas un mot à répondre à ce paragraphe du conventionnel. Plût à Dieu qu'il n'en eût jamais écrit d'autres ! Il n'y a que les charlatans et les in-

(1) Le Robespierre, le Tocsin des Travailleurs, etc.

(2) Le club des Amis du Peuple, la Société centrale républicaine, et le club de la Révolution.
(3) Le Journal de la Canaille, le Père Duchêne de la rue Montorgueil, et autres, qui gâtent la cause du peuple par leurs excès, si tant est qu'ils ne la trahissent, — ce que je finirai par découvrir.
M. R.

capables qui en nieront la justesse et la haute raison.

FONCTIONNAIRES PRÉVARIFICATEURS.

La liberté absolue de la presse est l'unique sauvegarde de la vérité contre les divagations de l'erreur. Nous renions notre titre de démocrates et d'hommes libres, si nous souffrons que la réaction nous escamote une seule des libertés que le peuple a conquise au bout du mousquet, le 24 février. Le pouvoir exécutif a violé les libertés légales, a trahi la cause du peuple, soit en proscrivant des journaux, soit en faisant fermer des clubs ayant l'action régulière de magistrats élus par le Peuple-souverain, et investis de la confiance de tous. Il y a lieu, pour les clubs et les feuilles patriotes, de protester, et, au besoin, de mettre en accusation les fonctionnaires prévaricateurs. Si l'âme de Robespierre revit parmi vous, ce n'est pas pour renier ses principes ou flétrir sa renommée par une recule qui serait une lâcheté insigne. Aux corrompus, seuls, il appartient d'avoir la paix à tout prix. Je ne laisserai pas oublier aux citoyens qui ont accepté LES DROITS DE L'HOMME, que je publiai en 93

« Que dans la République tout citoyen est magistrat, et par conséquent accusateur public ;
« Que les délits des mandataires du peuple doivent être sévèrement et facilement punis ;
« Que nul n'a le droit de se prétendre plus inviolable que les autres citoyens ;
« Que les fonctionnaires ou commis du Peuple doivent lui rendre un compte fidèle de leur gestion et subir son jugement avec respect ;
« Qu'il y a oppression contre le corps social lorsqu'un seul de ses membres est opprimé ;
« Que la résistance à l'oppression est la conséquence des autres droits de l'homme et du citoyen ;
« Que lorsque le gouvernement viole le droit du Peuple, l'insurrection est le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. »
(ROBESPIERRE, *Déclaration des Droits*, 1793).

Si les ennemis de la Révolution osent conspirer contre les droits du Peuple-souverain, que les conséquences retombent sur la tête des imprudents ou des traîtres.

TRANSACTION AVEC LES RÉACTEURS.

Un mot encore, j'aperçois un moyen de concilier les justes exigences du Peuple-Souverain avec les prétentions illégales de l'aristocratie bourgeoise. Je ne doute pas que les Sans-culottes ne signent le compromis des deux mains.

Les réacteurs ont évidemment peur d'un MOT : ils ne diront pas qu'ils ont peur de la chose, puisqu'elle est leur propre ouvrage. Qu'ils prennent l'engagement solennel de faire disparaître la chose, c'est-à-dire, la misère qui produit les sans-culottes, et nous nous engageons, au nom du Souverain, à faire disparaître le mot, c'est-à-dire la feuille populaire qui donne le cauchemar à ces braves citoyens. S'ils ne savent ou n'osent l'entreprendre, qu'ils se résignent à subir le JOURNAL DES SANS-CULOTTES, jusqu'à ce que de vrais représentants du peuple aient trouvé le secret de donner des culottes neuves, c'est-à-dire LE PAIN QUOTIDIEN GARANTI PAR LE TRAVAIL à tous les citoyens et parias de la civilisation.

APPEL AU PEUPLE SOUVERAIN.

En attendant, comme les réacteurs ont perdu ma confiance, j'appelle les vrais représentants de l'opinion populaire : — les démocrates sincères de toute nuance, — les gérants des journaux patriotes de Paris et des départements, les délégués des clubs radicaux et socialistes, — les délégués des corporations ouvrières des villes et des campagnes, enfin, les modérés de bonne foi qui commencent à y voir clair, et à prendre en dégoût les manœuvres de la réaction ;

Je les appelle à se joindre à moi pour organiser un comité d'action auquel ses commettants donneront mission d'ouvrir une

SOUSCRIPTION POPULAIRE

dans le but de subvenir aux frais des poursuites judiciaires à exercer en tous degrés de juridiction contre les mauvais citoyens qui ont attenté aux

droits du peuple, et notamment contre les citoyens magistrats et fonctionnaires qui ont violé la liberté de la presse et le droit de réunion, sous des prétextes plus ou moins habilement colorés, et qui, en même temps, ont négligé d'ouvrir une ENQUÊTE sur les corrompus du dernier règne.

ÉLECTIONS DE LA MAGISTRATURE RÉPUBLICAINE.

Je n'ai pas besoin de dire qu'avant tout, nous avons à présenter une Pétition solennelle aux *amis* du Peuple-Souverain, pour demander, toute affaire cessante, un décret sur la réorganisation judiciaire, qui soumette tous les magistrats à l'élection du peuple. Le Souverain, qui a le pouvoir de faire des législateurs, a aussi le pouvoir de nommer les citoyens-fonctionnaires qui appliquent les lois. Tous les hommes publics sont les *amis* du peuple à des titres différents ; c'est du peuple qu'ils reçoivent l'institution ; c'est à lui qu'ils doivent compte de la gestion des affaires publiques. Les citoyens-magistrats, qui sont demeurés purs, n'ont pas à craindre de se soumettre à une réélection. La magistrature républicaine, c'est la femme de César ; elle ne doit pas être même soupçonnée ; d'ailleurs le parti républicain, décimé par la réaction, NE PEUT ACCEPTER SA SENTENCE QUE DE MAGISTRATS SORTIS DU SUFFRAGE UNIVERSEL DU PEUPLE-SOUVERAIN.

Mon projet de pétition sur la réorganisation judiciaire, sera prêt avant le 14 juin, et sera soumis à la sanction du peuple-prolétaire dans le banquet fraternel de dimanche prochain.

Mes amis, les braves montagnards, qui aujourd'hui me connaissent mieux, se tiennent en permanence pour recevoir les adhésions des citoyens. Patriotes, veillons, agissons.

MAXIMILIEN ROBESPIERRE.

Au nom du peuple, nous remercions Louis Blanc de sa défense, que nous avons trouvée pleine de dignité : — Seulement nous regrettons qu'il n'ait pas donné sa démission. — Comment un vrai républicain peut-il siéger dans ce milieu qu'on nomme Assemblée nationale.

AUX CITOYENS COMMIS DU PEUPLE,

Lisez et méditez la lettre de Barbès ; elle vous enseignera la dignité, le désintéressement, et l'honneur, que vous semblez avoir oubliés.

Ces Républicains, que vous appelez sans cesse buveurs de sang, ô citoyens modérés ! vous donnez des exemples de modération que vous devriez suivre.

AVIS AUX PATRIOTES.

J'ai vu avec surprise que les journaux n'ont pas reproduit une lettre que je leur ai adressée dans le courant de mai dernier. Dans cette note, j'exposais les motifs qui m'ont fait renoncer à toute collaboration au journal le *Père Duchêne* de la rue Montorgueil. Cette feuille, au lieu de maintenir le peuple à ce haut degré d'élévation morale où l'a placé la Révolution de février, semble prendre à tâche de lui rappeler, par des formes grossières de langage, la misère dans laquelle l'ont tenu les exploités de l'aristocratie bourgeoise, et se montre profondément incapable de lui indiquer les moyens de s'en affranchir. Ce mouvement de la conscience qui m'a fait sacrifier une belle position à mes convictions démocratiques, paraît avoir été peu apprécié des vieux journaux qui se donnent la mission d'endormir ou de tromper les masses populaires. Je m'en consolerai en pensant que les patriotes me sauront quelque gré d'avoir abandonné cette spéculation, entachée du girardinisme le plus éhonté. Le moment n'est pas éloigné où Robespierre rappellera, comme autrefois, à la probité politique les intrigants et les marchands qui prennent le masque de la philanthropie et du dévouement à la cause du peuple pour arriver à leurs fins égoïstes et personnelles.

Salut et fraternité,

MARCEL DESCHAMPS.

Correspondance.

La parodie de la terreur est à l'ordre du jour. Le règne des thermidoriens de la boutique est ar-

rivé. Malheur aux républicains de la veille ! Malheur au peuple des barricades ! Les nouveaux satisfaits ne peuvent souffrir leurs ombres, qui les épouvantent. Aussi les geôles regorgent-elles de patriotes.

Courage, M. M. les pentarques, et vous, membres de la nouvelle chambre des satisfaits. Courage ; Emprisonnez, emprisonnez toujours. Transformez en prisons vos citadelles, car les prisons ne pourront bientôt plus contenir les républicains dont vous avez hâte de vous débarrasser... en attendant que ceux-ci se débarrassent de vous.

On croyait, messieurs les membres du pouvoir, que vos janissaires procéderaient avec plus de prudence à l'arrestation des *factieux* que les sergents du misérable Louis-Philippe. Mais non, la rage les aveugle, et dans leur aveuglement, ils ne parlent rien moins que de les *exécuter*. C'est une façon de procéder assez expéditive. C'est une justice un peu à la turque. Est-ce que par hasard vos ordres leur commanderaient ce mode sanguinaire de compression. Vraiment ce serait plus sûr, car les morts n'épouvantent pas, et vous n'auriez pas besoin d'ouvrir vos citadelles.

Infamie ! s'écriera-t-on, vous êtes un *factieux*, vous êtes un calomniateur. Vous êtes l'émule en calomnie du fameux Tessié de la Motte, l'ex-député *satisfait*, aujourd'hui représentant *satisfait*, de ce brave homme qui a entendu les paroles factieuses de Louis Blanc. Soit. Cependant, j'ai vu briller sur ma poitrine les baïonnettes intelligentes des gardes *bourgeoises*, commises pour opérer nos arrestations.

Arrêté à la suite du 15 mai comme *factieux* (le juge d'instruction Fillon en a décidé autrement après treize jours de détention préventive). On parlait de me fusiller. Un capitaine de la 4^e légion, démocrate à ce qu'il paraît, a empêché qu'on ne me jouât ce mauvais tour.

J'étais sous les verroux de la Conciergerie, je m'étonne d'être encore en vie après ce qui venait de se passer. Je faisais part de mon étonnement à mes co-détenus, Hibrouit, Desflottes, Baudin, Devret, Longepied, Danse, Bocquet, etc., etc., tous ces martyrs de la liberté, tous ces martyrs de notre très sainte république tricolore une, indivisible, et fraternelle, et tous riaient de mon étonnement ; car, eux aussi n'avaient évité d'être fusillés, sauvés miraculeusement que par leur ange gardien, revêtant les épaulettes d'officier démocrate de la garde bourgeoise.

A propos, et Flottard, ce candidat patroné aux élections de la Seine par la boutique du *National*. Ah ! celui-là parlait d'*exécution* en grand ; il rugissait en prononçant le mot fusillade. Le sang lui montait à la tête ; et pour se débarrasser des patriotes de l'hôtel-de-ville, il distribuait des cartouches pour faire un auto-da-fé des prisonniers. Que cet homme-là est grand. S'il parvient à s'asseoir à la chambre, nul doute qu'il ne soit le *Brutus des républicains*.

PELLOTIER DE LORGUES.

CITOYEN RÉDACTEUR,

Permettez-moi d'user de votre journal pour inviter les citoyens composant la garde mobile à se réunir et protester contre leur renvoi de la capitale, comme étant les *enfants des barricades* et les vrais défenseurs de cette grande devise : LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, et prêts à les reconquérir si la tyrannie voulait nous la ravir. Qu'ils se rappellent du décret de leur formation, de leurs droits, discipline, et qu'ils se rappellent comment furent traités leurs frères volontaires de 1830, après leur expulsion de la capitale ; ils furent mitraillés en Afrique et en Espagne. Voilà qu'elle fut la récompense de leur travail, et le résultat des promesses qui leur furent faites. Ainsi, frères, nos 25^e bataillons ne forment qu'une voix contre ce projet.

Salut et fraternité,
Vive la République démocratique et sociale !
SEIGNEUR.

7^{me} Bataillon, 5^{me} Compagnie, Garde mobile.
Nous recommandons aux bons républicains le banquet fraternel des ouvriers.

L'un des Directeurs-Gérants, MARCEL DESCHAMPS.

Imprimerie de BUREAU et Comp., rue Coquillière, 22.